CONSEIL D’ETAT

Château cantonal
1014 Lausanne

Office fédéral des migrations
Monsieur Mario Gattiker
Directeur
Quellenweg 6
3003 Berne-Wabern

Réf. : MFP/15010880

Lausanne, le 28 mars 2012

Libre circulation des personnes: prise de position des gouvernements cantonaux relative au recours à la clause de sauvegarde

Monsieur le Directeur,

Nous nous référerons à votre courrier du 20 février 2012 adressé à la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) dans le dossier cité sous rubrique. Une position consolidée n’ayant pas pu être adoptée lors de la dernière assemblée plénière de la CdC, la délégation du Conseil fédéral a demandé que les cantons présentent à la Confédération leurs éventuelles prises de position.


En vous remerciant d’avance pour l’attention que vous porterez à la présente, le Conseil d’Etat du Canton de Vaud vous prie d’agréer, Monsieur le Directeur, l’assurance de nos sentiments les meilleurs.

AU NOM DU CONSEIL D’ETAT

LE PRESIDENT

Pascal Broulis

LE CHANCELIER

Vincent Grandjean

Annexe

- Courrier CGSO du 23 mars 2012

Copies

- Office des affaires extérieures
- Service de l’emploi
Aux Conseillères et Conseillers
nationaux de Suisse occidentale
Membre de la CER-N

Fribourg, le 23 mars 2012

12.039: mesures d’accompagnement à la libre-circulation des personnes Séance de la
CER-N du 26/27 mars 2012
Prise de position de la Conférence des Gouvernements de Suisse occidentale (CGSO)
relative au recours à la clause de sauvegarde

Mesdames les Conseillères nationales,
Messieurs les Conseillers nationaux,

Par courrier du 20 février 2012, l’Office fédéral des migrations a consulté les gouvernements
cantonaux sur la question de l’opportunité de l’activation de la clause de sauvegarde prévue

Les sept Gouvernements membres de la CGSO s’opposent à un recours à la clause de
sauvegarde à l’égard de l’UE-8 et, le cas échéant, de l’UE-25, pour les raisons suivantes.

La clause de sauvegarde est certes un instrument important, mais qui doit être apprécié en
relation avec les mesures d’accompagnement et d’autres mesures d’encadrement. Dans la
constellation présente (possibilité d’une limitation des autorisations B, impossibilité d’une
limitation des autorisations L), le recours à la clause de sauvegarde resterait dans les faits
sans effet. La réintroduction d’un contingentement des autorisations B provoquerait une
translation vers les autorisations L, un phénomène dont les cantons ont déjà fait
l’expérience. L’introduction d’un contingentement des autorisations B provoquerait en outre
un surcroît de travail pour les entreprises et les cantons. Dans sa durée, la réintroduction des
contingements serait en plus limitée à deux ans. Enfin, si le contingentement des
autorisations B n’est introduit que pour les travailleurs en provenance de l’UE-8, il faut
s’attendre à ce que l’économie recrute davantage de travailleurs en provenance de l’UE-17
(États du sud de l’Europe).

La CGSO vous rend attentifs au fait qu’à plusieurs reprises déjà, elle s’est prononcée en
faveur de l’ALCP et d’une application stricte et conséquente des dispositions de l’accord,
mais également des mesures d’accompagnement de l’ALCP. La CGSO considère que la
libre circulation des personnes a une incidence concrète et positive sur l’économie, le
marché du travail et, en fin de compte, la société dans son ensemble. Les cantons attendent
de la Confédération un examen continu de la situation, de la procédure et des compétences
dans le domaine des mesures d’accompagnement et un soutien actif et efficace lors de leur
mise en œuvre. Une information précise et complète de la population en matière d’ALCP est
indispensable. A ce titre, le rapport annoncé pour cette année par le Conseil fédéral sur la libre circulation des personnes et l'immigration constituera une analyse globale et exhaustive qui permettra de se rendre compte des mesures nécessaires.

En vous remerciant de l'attention portée à ce courrier et du soutien que vous accorderez à la position des cantons de Suisse occidentale dans ce dossier, je vous prie d'agréer, Mesdames les Conseillères nationales, Messieurs les Conseillers nationaux, l'expression de ma parfaite considération.


Beat Vonlanthen
Président de la CGSO